LA NATION ALLEMANDE ET LES AUTRES.

Au lendemain de la réunification allemande, un auteur(l) pose la question: "L'Etat national s'est constitué, mais la nation existe-t-elle encore". Il convient donc d'examiner les caractéristiques de la nation allemande, les fondements de l'identité de l'Allemagne réunifiée. Parmi les éléments pouvant mettre en question l'unification, il y a, bien sûr l'écart économique entre les deux ex-Etats et les traumatismes sociaux consécutifs à l'effondrement de l'ancienne RDA.

L'Allemagne unifiée est intégrée à la Communauté des douze, à la future Union européenne. Certains se sont inquiétés des risques que ferait courir à la Communauté l'existence d'une grande Allemagne. Ceux qui, il y a peu, craignaient une "finlandisation" de la RFA, estiment aujourd'hui que son ancrage en Europe du Centre et à l'Est risque de la conduire à faire cavalier seul dans ces régions libérées du joug communiste. Il conviendra de peser le pour et le contre.

Enfin, géant économique, l'Allemagne ne joue pas, dans le monde, un rôle politique en rapport avec cette puissance. Sa position, lors de la guerre du Golfe, en est une excellente illustration. Comment apprécier la situation en ce domaine?

CONCEPTION ALLEMANDE DE LA NATION.

Analysant la nation allemande, L.Dumont(2) revient sur une période douloureuse où Allemands et Français s'affrontaient. A la veille de la gerre de 1870, le principe des nationalités était à la mode en France. L'empereur Napoléon III, lui-même, y adhérait . Il avait soutenu l'unification de l'Italie, non sans en retirer certains avantages, et envisageait même, avec faveur, l'unification limitée de l'Allemagne. Dans les milieux intellectuels, une opinion largement répandue estimait que si tous les peuples s'organisaient en nations, à la manière française, la paix serait assurée, grâce à "la solidarité des nations-soeurs"

La guerre de 1870 et l'annexion de l'Alsace-Lorraine traumatisent tous les partisans du principe des nationalités. Non seulement la France se voit arracher "une partie d'elle-même", mais encore, cette annexion est justifiée par des intellectuels allemands éminents et respectés, au nom de la "théorie ethnique de la nation", selon laquelle l'appartenance n'est pas affaire de "consensus", de "contrat" implicite ou explicite, mais de caractéristiques héritées: langue, culture ou race. Elaborée dans les Etats allemands, à l'époque de la Révolution française, cette idée est en opposition à la conception même que cette révolution se faisait de la nation.

Deux cents ans plus tard, la notion ethnique de la nation continue à rester bien vivante dans le droit, comme dans la conscience politique. D.Schnapper souligne à ce sujet que, "de la fin de la seconde guerre mondiale à 1989, les citoyens de la RDA appartenaient à la nation allemande: ils n'avaient pas la citoyenneté de la République fédérale, mais ils ont toujours eu le droit d'obtenir la naturalisation dans des conditions favorables, alors que les enfants nés de parents étrangers sur le sol

de l'Allemagne fédérale et scolarisés dans ses écoles ne font pas partie du peuple allemand(3)".

L'article 116 de la loi fondamentale stipule que "est Allemand (...) quiconque possède la nationalité allemande ou, en qualité de réfugié ou d'expulsé d'appartenance ethnique allemande, de conjoint ou de descendant de ce réfugié ou de cet expulsé, a trouvé accueil sur le territoire du Reich allemand, tel qu'il fut défini le 31 décembre 1937". On retiendra, dans ce texte, la référence à "l'appartenance ethnique". Ceci est valable, pour les citoyens de l'ex-RDA, mais la même définition de la nationalité s'applique, de manière extensive, aux membres des minorités ethniques qui se sont établies en Europe orientale, entre le XIIème et le XVIIIème siècle, dans les régions appartenant aujourd'hui à la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la CEI.

La RFA a toujours considéré l'ensemble de ces minorités comme membres de la nation allemande et s'est efforcée d'obtenir de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est qu'ils laissent partir ceux de leurs "Allemands ethniques" qui manifestaient le désir de retourner en Allemagne. Avec la perestroika, et dès avant la réunification, le mouvement de ces minorités, en direction de l'Allemagne, est évident. Venant d'URSS, on compte 47.500 réfugiés en 1988, 98.000 en 1989, 150.000 en 1990. A partir de 1987, un simple visa de tourisme suffit pour passer de Pologne en Allemagne; l'on voit alors se développer un flux en direction de la RFA; on atteint 250.000 en 1989, avec parfois des doutes sur la réalité de l'appartenance ethnique allemande. Il faut aussi parler des Allemands de Roumanie. Sous Ceaucescu, le gouvernement fédéral accepte de payer un forfait pour chaque migrant; mais l'exode est modeste. Avec la chute du "Conducatore" il s'accélère: 110.000 en 1990. De nouvelles procédures d'admission, établies à partir de 1991, tendent à limiter ces flux. Toutefois elles ne remettent pas en cause la législation concernant l'appartenance ethnique.

Peut-on envisager une révision de cette conception? Il faut souligner à ce sujet que l'intégration de la RDA a ramené à la surface le mot "Volk" (mal traduit en Français par "peuple"), mot à connotation raciale, voire raciste qui, pour avoir servi d'instrument au régime nazi, avait été pratiquement effacé du vocabulaire politique en RFA, mais non en RDA. La réintroduction de ce terme pourrait gêner les démocrates et les conduire à s'orienter vers une conception plus républicaine et moins ethnique de la nationalité.

DE L'ASPIRATION UNITAIRE A LA REUNIFICATION.

Votée en mai 1949, la Loi fondamentale de la RFA définit celle-ci comme une "formation transitoire, se situant dans la continuité du Reich, et à qui il incombe d'oeuvrer à la reconstitution de l'unité nationale, par la libre autodétermination du peuple allemand". Dès sa création la RFA se veut représentative de toute l'Allemagne, et dénie toute légalité au régime de RDA. Du coté de la RDA on revendique la même Allemagne géographique, mais une Allemagne des forces "progressistes, anti-fascistes et anti-capitalistes". Telles sont les intentions, qu'en est-il de la réalité ?

A la fin des années 1980, analysant l'attitude des Allemands de RFA vis à vis de la question nationale et de la réunification, A.M.Le Gloannec(4) mettait en évidence la difficulté d'appréhension du problème. Alors que, pour un tiers des Allemands de l'Ouest, la RDA c'était l'étranger, 78% de ces mêmes Allemands estimaient que les habitants des deux Allemagnes formaient un seul peuple. La venue de Willy Brandt,

à Erfurt, en RDA, en 1971, raviva la conscience nationale: de 40% de citoyens de l'Est conscients d'appartenir à la nation allemande, on passe brusquement à 70 %, au lendemain de la visite.

De l'unité nationale, à l'unité étatique, il n'y a qu'un pas. Vers 1988, 80% des Allemands de l'Ouest souhaitaient la réunification. Il est certain qu'à la veille de la chute du mur, l'idée de nation et de réunification était une idée très populaire. Pourtant, à l'Est, les artisans des manifestations, groupés dans le "Nouveau forum", souhaitent maintenir une voie politique propre, une sorte de "socialisme à visage humain". Mais leur programme, peu élaboré, n'offre guère de perspectives crédibles. Ils sont vite débordés par le peuple chantant "Allemagne, patrie unique", et par le chancelier Kohl. Celui-ci a pris conscience de l'aspiration irréversible à l'unité et publie, dès le 28 novembre 1989, son plan en dix points, pour "surmonter la division de l'Allemagne et de l'Europe". Le SPD réticent est sanctionné en RDA, dès les municipales, (21,8% des voix contre 40,9% à la CDU). La réunification se poursuit alors à un rythme accéléré: unification monétaire, puis unification politique.

QUELLE IDENTITE POUR LA NOUVELLE ALLEMAGNE ?

A l'heure qu'il est un certain nombre d'intellectuels, hostiles à une réunification rapide, dénoncent ce qu'ils considèrent comme un "échec". Pour G.Grass, "les Allemands s'éloignent de plus en plus les uns des autres(...). L'unité ne se fait pas, les divergences se multiplient. Et c'est, de toute façon, pour ceux qui ont déjà subi les pires revers que se préparent encore d'autres défaites(...). L'unité allemande se révèle être une chimère" (2 octobre 1991). C.Dieckmann renchérit, en soulignant que le traité de réunification était une gageure qui prétendait unir, sur le champ, ce qui ne pouvait l'être: deux sociétés qui se sont construites l'une contre l'autre.

Certains, comme J.Habermas, auraient souhaité que le chancelier Kohl, au lieu d'opter pour la procédure d'unification utilisée, aboutissant à l'intégration de la RDA dans la RFA, organise un referendum sur une nouvelle Constitution, permettant une régénération de la culture politique. Pour lui, l'Allemagne unifiée se caractérise par l'absence d'idées nouvelles, laissant place libre au retour des fantasmes anciens. Il réclame une société fondée sur des valeurs de solidarité et un consensus, et dénonce l'accent mis sur la communauté de peuple, de langue et de culture.

Cependant, M.Walser, un des rares écrivains de RFA qui ait, au cours des années antérieures, parlé de la réunification, non comme un danger, mais comme une aspiration naturelle au rétablissement d'une identité allemande équilibrée, d'un "sentiment historique spontané", prend le contrepied des affirmations de ses collègues. Cessons, écrit-il, de scruter l'Allemagne d'un oeil soupçonneux ou terrifié; le regard de l'autre finit toujours par conditionner le comportement de la nation qui se croit mal aimée. Pourquoi demander plus à l'Allemagne qu'à n'importe quel autre Etat national? Pourquoi la nouvelle Allemagne devrait-elle ressembler à autre chose qu'à une simple addition des défauts et des qualités de la RFA et de la RDA? Pourquoi exiger du nouvel Etat national qu'il résolve des problèmes identitaires qui relèvent du destin individuel de chaque citoyen?

Même si l'on peut contester les arguments des uns ou des autres, ce débat traduit un réel malaise. Si, après bien des hésitations, nombre d'intellectuels ont fini par adhérer au système en vigueur en RFA, c'est en raison du fonctionnement irréprochable des institutions démocratiques, élément central de l'identité de l'Allemagne fédérale (avec la réussite économique), lui permettant de se démarquer du système communiste de la RDA. Aujourd'hui, ils craignent que la venue de 17

millions d'Allemands de l'Est vienne bouleverser les fondements de la culture politique, voire du jeu politique. Que cette crainte soit fondée ou non, c'est un élément à prendre en compte. Fiers de leur fonctionnement démocratique, les Allemands de l'Ouest ont vu confirmer, avec la désagrégation du bloc de l'Est, leur refus du communisme qui était pour eux ferment d'unité.

Lors d'une réunion de travail, organisée, à Berlin, par le DGB, un économiste de l'Est expliquait que si la frontière s'est effacée, elle reste présente dans les têtes. Et cette frontière-là ne peut pas s'effacer aussi vite que le rideau de fer. Des deux cotés du mur les Allemands sont différents, par l'art, les blagues, on ne rit pas des mêmes choses, on ne parle même pas tout à fait la même langue.

De récentes analyses précisent en quoi ces sociétés sont bien différentes. Ceux de l'Est craignent, plus que ceux de l'Ouest, la criminalité, la drogue et le terrorisme; moins que ceux de l'Ouest, ils redoutent un Etat autoritaire. Mais en revanche ils sont beaucoup plus fiers d'être Allemands. Chez les jeunes, la xénophobie se développe nettement plus dans l'ancienne RDA. A L'Est on se passionne davantage pour la technologie et pour l'Europe, toutes choses dont on a été sevré.

Un autre élément est à prendre compte, souligné par un psychologue, lors de la réunion de travail du DGB précédemment citée. Suite à l'explosion de joie de 1989, les Allemands de l'Ouest se sont présentés commes des "vainqueurs". Ils étalaient leur réussite, disaient partout ce qu'il fallait faire, et les habitants de l'Est, "battus", devaient se taire et applaudir le vainqueur. En quelque sorte, les Allemands de l'Est se sont sentis "étrangers dans leur propre pays". Ce phénomène était d'autant plus net que les citoyens de RDA n'avaient pas une identité propre; ils regardaient avec admiration et envie le modèle de l'autre coté. Ils ont cru au départ le discours fraternel de l'Ouest, mais se sont rapidement rendus compte que ce n'était pas la réalité; ils ont eu le sentiment d'être devenus des citoyens de deuxième zone.

Divers évènements manifestent une certaine crise d'identité de l'Allemagne réunifiée. Celle-ci a hésité sur ses symboles: hymne national, drapeau, capitale. Aujourd'hui, la méfiance vis à vis des symboles est si forte que tous les observateurs ont noté la discrétion des fêtes qui ont marqué la réunification.

Il est significatif que le **choix de la capitale**, Bonn ou Berlin, ait divisé tous les partis. Jusqu'au dernier moment, le débat resta incertain entre ceux désirant rendre définitif le régime provisoire de l'après-guerre, installé à Bonn, à la frange occidentale du pays, et ceux qui préconisaient un nouveau départ, à partir de l'ancienne capitale du Royaume de Prusse et de l'empire bismarckien. Faut-il mettre cette hésitation en rapport avec le fait que le sentiment d'identité nationale, majoritairement répandu dans la RFA des années 1980, répugne à prendre en compte l'histoire allemande de la période 1871-1945? En tout cas, les partisans de Berlin comme capitale, se sont appuyés, avant tout, sur les traditions de cette métropole et sur le rôle que, pendant les quarante dernières années, elle a joué comme symbole de l'unité, ainsi que de la liberté et de la démocratie à l'occidentale, face aux régimes communistes. Berlin, avant-poste de la liberté, tel fut le leit-motiv de ses partisans. Les promoteurs de Bonn mettaient l'accent sur le fait que cette ville apparait comme le symbole d'un fédéralisme réussi.

Le choix de Berlin, désormais acquis, peut constituer un antidote au sentiment d'exclusion, d'éloignement, de manque d'intérêt qui, venant s'ajouter aux difficultés économiques, accable tant de citoyens des cinq nouveaux Länder. Au lendemain de ce choix, des voix se sont élevées pour que Berlin soit une "capitale de la modestie", qui ne cherche pas à tout attirer à soi, par une centralisation dévorante. D'ailleurs, pour maintenir un "fédéralisme équilibré", le Bundesrat, où siègent les représentants des Länder, continuera à siéger à Bonn.

A ce sujet, certains observateurs soulignent le caractère composite de la nation allemande. En cette période de réunification, **les régionalismes** s'affirment aussi nettement que le sentiment national. E.Vermeil, au début des années 1920, soulignait déjà ce fait: "on est Bavarois avant d'être Allemand". Cette caractéristique est bien sûr valable en dehors des périodes autoritaires ou totalitaires.

UNE ECONOMIE DEVASTEE A L'EST.

Une des raisons de la rapidité de la réunification tient à l'effet de vitrine économique, exercée par la RFA vis à vis des citoyens de RDA. Ceux-ci, comme le soulignent les détracteurs de la réunification, ont choisi "les bananes et le Deutsche mark". Peut-on évaluer, aujourd'hui, les conséquences de cette précipitation, tant pour les habitants de l'ex-RDA, que pour ceux de l'ex-RFA, fiers jusqu'alors de leurs performances économiques?

Il est certain qu'en matière de délai, les considérations politiques ont pris le pas sur l'économique. Il fallait stopper l'immigration massive de l'Est vers l'Ouest, tenter de revivifier une administration complètement paralysée et, surtout, profiter des bonnes dispositions de l'URSS, dans la crainte d'un changement possible d'orientation. Les experts économiques, consultés au départ par le gouvernement allemand, ont appelé l'attention sur les risques d'intégration d'une économie très centralisée, insérée dans la division sociale du travail du bloc de l'Est et souffrant d'une insuffisance de productivité.

Mais, selon R. Lasserre(5), même les experts économiques ont "largement sous-évalué l'état de vétusté et l'archaïsme de l'appareil de production est-allemand. C'est moins la substitution pure et simple du mark allemand au mark-est, au taux de 1 pour 1, que l'introduction des mécanismes de marché, et surtout l'ouverture complète du marché est-allemand aux produits de l'Ouest qui ont provoqué l'écroulement de l'économie est-allemande".

Les entreprises de l'Est, avec leurs équipements archaïques, leur mode d'organisation désuet, et une main d'oeuvre surabondante, ont une productivité inférieure de plus de moitié aux standards de l'Ouest. Quant à leurs produits, souvent inférieurs en qualité, ils souffrent de l'absence d'un système de distribution adapté. Le comportement de consommation des ménages de l'Est a révélé, au moins dans un premier temps, une préférence quasi-absolue pour les biens fabriqués dans l'ex-RFA. L'exemple le plus frappant est celui des automobiles. Il faut ajouter qu'avec l'introduction du mark allemand, les entreprises est-allemandes, qui croyaient pouvoir compter sur les commandes de leurs ex-partenaires du bloc de l'Est, ont vu ces marchés se rétracter brutalement, ces pays devant désormais payer en devises fortes.

Dès juillet 1990, la production est-allemande chute de 40%. Sur l'ensemble du second semestre 1990, le recul est supérieur à 50%, en glissement, par rapport à l'année précédente. Selon des estimations sérieuses, moins de 10% des firmes produisent à des coûts unitaires inférieurs à ceux du marché; c'est à dire que 90% des entreprises, constituées par la scission des anciens combinats, sont en état de faillite. Elles ne subsistent que par l'injection temporaire de crédits de trésorerie, garantis par l'office de gestion fiduciaire des anciennes entreprises d'Etat. On pensait, au départ, pouvoir sauver 2 entreprises sur 3; aujourd'hui, on s'estimerait satisfait si l'on relevait, des décombres de l'économie planifiée, 1 entreprise sur 3.

A ce sujet on critique beaucoup la priorité ouvertement donnée, par le gouvernement fédéral, et les responsables de l'office de gestion fiduciaire, à la privatisation rapide des entreprises les plus rentables. Cet office, chargé de la gestion des entreprises d'Etat, est accusé de négliger l'assainissement préalable au sauvetage du plus grand nombre de firmes. Faute de repreneurs immédiats, et à défaut d'une aide à la restructuration fournie à temps, nombre d'entreprises risquent d'être purement et simplement condamnées à disparaitre.

Dès le début de l'année 1991, le DGB, qui s'étend désormais sur l'ensemble de l'Allemagne, réclame une révision du rôle attribué à cet office de gestion (Treuhandanstalt). "Il faut, dit-il, que sa mission structurelle et sociale consiste à créer et préserver des emplois stables, au moyen d'un assainissement et d'une privatisation des entreprises socialement tolérables".

L'accession des Allemands de l'Est à l'économie de marché, et à la société de consommation, a essentiellement profité aux entreprises de l'Ouest. Les investissements créateurs d'emplois, qui étaient sensés affluer de l'Ouest, se sont faits attendre: seulement 5 milliards de marks en 1990 (contre 300 milliards dans le secteur productif ouest-allemand).

La lenteur du démarrage de l'investissement s'explique d'abord par la simple raison que les firmes occidentales ont pu facilement alimenter un marché plus large par la seule expansion de leur réseau commercial. Ont joué aussi contre l'engagement des firmes occidentales, l'état pitoyable des infrastructures de transport et de télécommunications, l'inefficacité de l'appareil administratif, en pleine recomposition, mais aussi les incertitudes concernant le droit de propriété. Le traité d'unification offre, en effet, aux anciens propriétaires spoliés par l'Etat communiste, la possibilité de recouvrer leurs biens, ou à défaut d'obtenir une indemnisation. Il en résulte une situation juridique incertaine quant à la propriété de l'outil de production, limitant les possibilités de rachat par les investisseurs. A noter que plus de un million de demandes de restitution sont en instance, mais désormais le droit à restitution est soumis à des conditions très restrictives.

Au début de 1991, le DGB présentait un "programme d'urgence en matière de politique économique et de l'emploi pour les nouveaux Länder". La mesure la plus importante concernait la mise en route d'un programme d'infrastructures: "Il faut accélérer la modernisation d'une infrastructure insuffisante qui constitue l'un des principaux obstacles aux investissements privés". Pour mobiliser ces derniers, la centrale allemande préconisait diverses mesures: clarté juridique dans le domaine du droit de propriété, c'est à dire "indemnisation et non restitution"; assainissement et aménagement des zones industrielles...

Actuellement des signes encourageants sont enregistrés et pour 1992, les firmes ouest-allemandes du secteur privé prévoient 16 milliards de marks d'investissemnts dans le secteur manufacturier, 1 milliard dans le bâtiment et 4,5 milliards pour les services. Il faut y ajouter 12,5 milliards du secteur public et parapublic pour les télécommunications, les chemins de fer, l'équipement électrique.

Si l'on totalise les prévisions de transferts publics en direction des nouveaux Länder de l'Est, pour les années 1991 et 1992 on arrive à un total de 210 milliards de DM (714 milliards de Francs). La plus grosse part vient du budget fédéral. Il faut toutefois noter la participation des Länder de l'Ouest (32 milliards de DM) au "Fonds pour l'unité allemande", les fonds structurels versés par la CEE (4 milliards de DM), ainsi que 50 milliards versés par les régimes de Sécurité sociale de l'ex-RFA, pour couvrir le déficit de l'Est (y compris l'assurance -chômage).

CONSEQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES A L'EST.

L'effondrement économique de l'Est entraine un chômage massif. Les chiffres officiels étaient, en mai 1991, les suivants: 842.000 chômeurs totaux et 1,9 million en chômage partiel. Mais dans la moitié des cas celui-ci s'apparente au chômage total. Les experts officiels estimaient qu'à la fin de 1991, le taux de chômage se situait autour de 16%; selon d'autres sources, il est nettement supérieur: entre 20 et 25%. Lors de la réunion de travail de décembre 1991, du DGB, Peter Seideneck explique: " D'après mes informations, nous serions plus près de 25% de salariés sans travail, et ce n'est pas fini, à mesure que la Treuehand vend ses sites. Dans certaines régions, le taux de chômage approche les 60%, voire les 80% de la population active" Dans les deux années suivant l'unification, on pourrait voir disparaitre 4 millions d'emplois sur un total initial de 9,4 millions.

Cette importance du chômage explique l'exode vers l'Ouest, aussi bien que les migrations journalières. En novembre 1991, 500.000 Allemands vivaient à l'Est et travaillaient à l'Ouest. En 1991, 200.000 citoyens de l'ex-RDA se sont définitivement installés dans l'ex-RFA. Ce sont les jeunes, motivés, mobiles et performants qui s'en vont. Le départ des jeunes et un taux de natalité en chute libre entrainent un vieillissement accéléré de la population. Selon un scénario(6), le taux d'"émigration" demeurerait dans les années à venir autour de 2 à 3 % l'an, rythme proche de celui qui prévalait dans les douze mois précédant la chute du mur. En dix ans, 2 à 3 millions de personnes quitteraient ainsi les nouveaux Länder et plus d'un million de personnes, tout en séjournant à l'Est, continuerait à travailler à l'Ouest. Dans ce scénario, la population des nouveaux Länder serait d'environ 13 millions à l'horizon 2000 (contre 17 aujourd'hui). Quant à la population active elle ne serait plus que de 5 millions de personnes (contre 9,5 millions en 1989).

Dans une étude de la "Friedrich Ebert Stiftung", de mars 1991, P.Seidenek, responsable Europe du DGB, soulignait les conséquences de l'émigration vers l'Ouest des travailleurs qualifiés. Il en résulte une baisse de compétitivité pour les sites allemands susceptibles d'attirer des investissements et un accroissement supplémentaire du chômage chez les personnes qui ne veulent pas quitter leur région ou qui, en raison de leurs qualifications, n'ont aucune chance de trouver un emploi sur le marché du travail ouest-allemand.

Au 1er juillet 1990, le salaire mensuel, dans l'industrie, en RDA, représentait environ 35% du salaire moyen ouest allemand. En un an la progression a été nette: les accords en vigueur au 1er juillet 1991 couvrent la quasi-totalité des salariés et le salaire de base dans les nouveaux Länder représente 55% du salaire correspondant à l'Ouest, dans la Chimie, 60% dans la Métallurgie, le Textile, les chemins de fer, la Poste, les banques, les assurances et la fonction publique, 65% dans l'imprimerie, la construction, le commerce de détail. Le récent accord, obtenu par le DGB, dans la sidérurgie aura bien sûr des répercussions à l'Est où, dans la Métallurgie, il est prévu que le niveau des salaires doit être égalisé avec celui de l'Ouest d'ici 1994. D'après la plupart des experts cet objectif ne semble guère réalisable.

Pour comprendre **l'attitude** des habitants de l'Est **vis à vis des étrangers**, installés auparavant en RDA, où nouveaux demandeurs d'asile (le traité d'unification prévoit que 20% des réfugiés, frappant à la porte de la nouvelle Allemagne doivent être installés dans les 5 nouveaux Länder), il faut tenir compte de divers éléments. Bien sûr le chômage croissant et des perspectives bien sombres, à moyen terme. Mais aussi, pour ceux qui ont trouvé un travail à l'Ouest, tout en résidant à l'Est, des conditions de vie difficiles. Ainsi, en Saxe et Thuringe, où la situation économique s'est particulièrement détériorée, des salariés est-allemands, en chômage technique, sont sous-loués, par leurs entreprises, à des firmes de l'Ouest. 200.000

personnes, des femmes pour la plupart, effectuent quotidiennement de longs trajets, parfois sept heures de car, pour se rendre à Nuremberg ou Francfort sur le Main, où elles assurent un travail dont la rémunération est inférieure à celle des Allemands de l'Ouest.

Deux autres éléments sont à prendre en compte. la gamme des produits qui sont désormais à la disposition des Allemands de l'Est dépasse de loin les rêves les plus fous qu'ils ont pu faire jadis. Les salaires nettement plus faibles qu'à l'Ouest, ou les allocations chômage, ne leur permettent pas d'en profiter pleinement, d'où des frustrations. Ils doivent, d'autre part, payer au prix fort des avantages sociaux autrefois subventionnés par leur entreprise; celle-ci, en effet, désirant repousser l'échéance de la faillite, liquide souvent, à des prix dérisoires, foyers et maisons de vacances.

Mais il faut aussi tenir compte de la façon dont la RDA considérait auparavant la main d'oeuvre étrangère qui, à partir des années 1970, est amenée de Cuba, du Mozambique et surtout du Vietnam. Les contrats, qui prennent fin automatiquement au bout de 4 où 5 ans, concernent des travailleurs célibataires de 18 à 25 ans. Souvent ce sont eux qui constituent les équipes de nuit. Dès leur arrivée, "ces amis qui nous viennent en aide" se voient retirer leur passeport et sont logés dans des foyers spéciaux, où un gardien veille au respect scrupuleux du règlement, concernant notamment les heures de visite. On attire l'attention des ouvrières sur le fait qu'une grossesse serait mal-venue (7). Ils ont peu de contact avec les habitants qui les accusaient , sous le régime communiste, d'être responsables de l'absence de marchandises dans les magasins. Ils sont pourtant peu nombreux (160.000 fin 1989), mais utilisent leurs économies pour acheter des cyclomoteurs ou des appareils électriques qu'ils envoient à leurs familles.

Aujourd'hui, ils sont accusés de voler le travail et le slogan qui apparait dès 1990, c'est "dehors les étrangers". Il est scandé par des manifestants rassemblés devant les foyers d'immigrés. Des petits groupes de skin-heads, d'extrême droite, font la chasse à l'homme. Mais la xénophobie dépasse largement ces petits groupes. En 1990, une enquête révèlait qu'un scolaire et un apprenti sur quatre étaient hostiles aux étrangers. Les difficultés de la situation économique constituent un terreau qui pourrait être exploité sur le plan politique.

REPERCUSSIONS SUR L'ENSEMBLE DE L'ALLEMAGNE.

En 1990, l'économie de l'ex-RFA a bénéficié des retombées de la réunification. Ce phénomène s'est poursuivi en 1991, puisque, malgré une stabilité de la production industrielle au début de l'année, puis un ralentissement sensible de la demande dans les Länder de l'Ouest, l'été dernier, la croissance ouest-allemande a atteint 3,2% en 1991. Ce chiffre se situe nettement au dessus de la progression moyenne des dix dernières années (2,4%). Ce dynamisme a permis de créer au cours de l'année 800.000 emplois nouveaux et, en dépit d'un afflux de main d'oeuvre, le nombre des chômeurs, à l'Ouest, a diminué de 200.000.

Les bonnes performances globales de cette économie de l'Ouest cachent toutefois un retournement de conjoncture à partir de l'été, du fait de la hausse des taux d'intérêts, de l'alourdissement de la fiscalité et des restrictions des dépenses publiques. Le ralentissement devrait se poursuivre au cours du premier semestre et pour l'année 1992 on estime que la croissance ne devrait pas dépasser 1%.

La bonne progression du PNB en 1991 ne doit pas masquer un certain nombre de déséquilibres. Le second exportateur du monde a vu sa situation se détériorer. Alors que le commerce extérieur de la RFA enregistrait des excédents importants: 134 milliards de DM en 1989, encore 107 en 1990, les résultats calculés en 1991 pour l'ensemble de l'Allemagne sont nettement moins bons: 20,8 milliards de DM. Compte tenu du traditionnel déficit de la balance touristique, il en résulte, pour la première fois, un déficit de la balance des paiements. Sans doute le mode de calcul utilisé accentue ce déficit, mais le fait majeur c'est qu'avec le même mode de calcul, celle-ci passe d'un excédent de 107 milliards en 1989 à un déficit de 34,2 milliards en 1991. Toutefois, intervenant avec une longue période d'excédents considérables, ce déficit est parfaitement gérable.

L'explosion des dépenses publiques allemandes, pour faire face aux énormes besoins de l'Est, alliée à une réorientation de la consommation des habitants de l'ex-RDA en direction de l'Ouest, s'est traduite, nous l'avons vu, par un boom de l'activité dans la partie occidentale de l'Allemagne. Butant sur la pénurie d'emplois qualifiés et sur les capacités de production, l'économie s'est trouvée en surchauffe, entrainant la montée progressive de l'inflation observée en 1991, une montée accentuée par les hausses de la fiscalité directe. La hausse des prix de détail est passée de 2,6% l'an, en 1990, à 4,5%, en rythme annuel, au début de 1992. On ne peut cependant parler de dérapage inflationniste. Pour éviter celui-ci la Bundesbank, gardienne de la stabilité du mark, a relevé les taux d'intérêt.

Faut-il s'effrayer du déficit public, comme certains acteurs de la vie économique allemande? Au sens strict, le besoin de financement des administrations n'a représenté en 1990 que 2% du PNB et 3% en 1991. Si l'on élargit la notion de déficit, en tenant compte des financements par des prêts et crédits ou par des organismes hors budget, le déficit atteint, en 1991, entre 4 et 5% du PNB. Ce qui est grave, c'est que ce déficit s'est creusé en période de croissance, mais pour des raisons exceptionnelles. Compte tenu d'une gestion très sage depuis 1985, la dette publique allemande est une des plus faibles du monde occidental (nettement inférieure, en pourcentage, à celle du Japon).

Les déséquilibres enregistrés n'ont donc rien de catastrophiques, toutefois il faut savoir que pour des raisons historiques les Allemands sont particulièrement sensibles aux risques inflationnistes.

Au delà de ce risque, se pose la question de la solidarité avec l'Est, c'est à dire du **mode de financement des transferts**. Dans un premier temps, ceux-ci ayant été sous-estimés, le chancelier Kohl avait promis de ne pas recourir à l'impôt et de financer l'unité uniquement par l'emprunt. Les responsables de la Bundesbank qui, dès le départ, ont dénoncé les risques d'une telle politique, ont su mettre à profit la guerre du Golfe pour obtenir un autre type de financement. Le gouvernement fédéral a dû se résoudre à des augmentations d'impôts en majorant les taxes sur les carburants et en relevant uniformément l'impôt sur le revenu de 7,5 %, à compter du 1er juillet 1991. Ceci se révèlant insuffisant, le chancelier Kohl a réussi à faire relever d'un point le taux de TVA qui passe ainsi de 14 à 15%. Les recettes supplémentaires iront en grande partie financer les Länder de l'Est. Le débat sur cette question a été très dur. Comptant sur l'impopularité de cette taxe, et sur l'opposition du président de la Bundesbank qui estime qu'elle va, par effet indirect, renchérir les dépenses de l'Etat, les sociaux-démocrates ont mené le combat. A la tête de la plupart des Länder de l'Ouest, les gouvernements qu'ils dirigent vont subir de ce fait un important manque à gagner. Ils ont perdu la partie en raison de la défection du premier ministre social-démocrate du Land de Brandebourg qui, situé à l'Est, va bénéficier de la nouvelle manne.

Le mode de financement choisi par le chancelier Kohl ne correspond que partiellement aux propositions faites par le DGB au début de 1991. Il réclamait une

augmentation de la taxe sur les produits pétroliers, s'inscrivant dans le cadre du développement des transports publics et donc dans une logique écologique; ainsi qu'une redevance complémentaire s'ajoutant à l'impôt sur le revenu , mais aussi à l'impôt sur les sociétés. Il était totalement opposé à une augmentation de la TVA.

Les augmentations d'impôts, l'inflation de l'année 1951, autant d'éléments qui ont conduit certains syndicats du DGB à engager l'action qui a conduit notamment à l'accord signé dans la Sidérurgie. Dans d'autres branches, les syndicats réclamant des augmentations de l'ordre de 10%, se sont heurtés à l'action conjuguée du patronat et du gouvernement soulignant tout deux les risques d'un dérapage inflationniste, du fait d'augmentations de salaires inconsidérées.

A souligner que pour aider l'Est, le président de l'IG Metall avait avancé, en novembre 1990, l'idée d'une retenue sur les augmentations salariales réalisées à l'Ouest; mais la proposition avait été catégoriquement rejetée par le congrès extraordinaire des métallurgistes. Reprise différemment par le centre de recherches du DGB, cette proposition a été enterrée. Le DGB,et les syndicats de branche mettaient en doute l'efficacité d'une telle mesure, du fait de l'absence de moyens de contrôle de l'utilisation des fonds; ils doutaient sans doute aussi de la capacité de leurs adhérents à accepter cette sorte de "pacte de solidarité". Comme le souligne un intervenant, lors de la rencontre de travail du DGB en décembre 1991, dans l'ex-RFA on entend dire: " ça suffit, on en a fait assez, ils n'ont qu'à se débrouiller eux-mêmes."

Augmentation des impôts, progression plus rapide des prix, notamment de ceux du logement, dans les villes de plus de 100.000 habitants (10% à Cologne et Düsseldorf), un certain nombre d'Allemands de l'Ouest vivent mal les conséquences de la réunification. On a même vu apparaitre sur les murs des cités industrielles de la Ruhr, à coté des graffitis "les Turcs dehors!", d'autres qui expriment le refus des migrations de l'Est vers l'Ouest: " Les Ossis dehors!". Ce mécontentement peut-il être exploité politiquement ?

Analysant récemment **le paysage politique**, le député SPD, Peter Glotz écrivait :" Jusqu'à présent la droite dure en Allemagne est divisée et impuissante.Cependant, elle dispose maintenant (...)de théoriciens qu'il faut prendre de plus en plus au sérieux et qui ont dépassé le ronron monotone des anciens partis de droite et s'efforcent de créer une nouvelle droite. Notamment, dans les rues, il y a matière à éveiller l'extrémisme de droite; il suffirait de les politiser"(8)

Peter Seidenek du DGB, traitant de l'ex-RDA, expliquait qu'il ne faut sous-estimer les risques de déstabilisation politique, en raison de l'émergence de tendances d'extrême-droite, et d'un renforcement, que l'on ne peut exclure, de tendances restauratrices d'extrême gauche.

Toutefois, l'extrême droite allemande ne dispose pas d'un chef charismatique, alors qu'il en existe un en Autriche. Certes un parti "nouvelle droite" serait tout à fait incapable d'accéder au pouvoir; mais avec 10% des voix, il transformerait la structure du système des partis allemands en obligeant la CDU-CSU à s'orienter davantage du centre vers la droite, à l'heure où le SPD se trouve en face d'un délicat changement de générations. Tout ceci n'est pas sans impact sur l'attitude vis à vis des autres nations qu'il s'agisse de la Communauté, de l'ancien bloc de l'Est et du monde en général.

L'ALLEMAGNE ET LA COMMUNAUTE.

Pour la République fédérale l'appartenance à la Communauté est, au départ, un élément essentiel pour être acceptée, reconnue, comme une nation "normale". Lors de l'unification, certains s'interrogent: la nouvelle Allemagne, dont la puissance se trouve renforcée, et qui occupe une position géopolitique favorable, continuera-t-elle à apporter le même intérêt à la Communauté?

Or rapidement, ces craintes se révèlent infondées. Tout est fait, du côté allemand, pour que l'entrée des Länder de l'ancienne RDA, en République fédérale, apparaisse, en même temps, comme une entrée dans l'Europe communautaire. Les textes juridiques et les discours des dirigeants politiques vont dans le même sens; qu'il s'agisse du Chancelier Kohl, du président Richard von Weizäcker, remerciant la CEE et faisant acclamer J.Delors, lors de la cérémonie solennelle du 3 octobre 1990, ou de Willy Brandt, dans son discours, prononcé comme doyen d'âge du premier Bundestag de l'Allemagne réunifiée. "Notre liberté n'aurait pas été préservée, si elle n'avait pas été protégée par l'Alliance atlantique et, dans une mesure croissante, par la prospérité économique de la Communauté européenne. Dans ce sens, il faut faire figurer, parmi les pères fondateurs de l'Allemagne unifiée, les auteurs du plan Marshall et des hommes, comme Jean Monnet, qui ont aidé à montrer à nos peuples le chemin de l'Europe".

L'iniative commune en matière d'Union politique, présentée par la France et l'Allemagne au sommet de Dublin, met bien en évidence ce que H.Kohl annonçait dès son discours de Dresde, le 19 décembre 1989: " La maison allemande, notre maison commune, ne peut se construire que sous un toit européen". Toutefois cette volonté n'exclut nullement une "vision allemande de la Communauté" que Ph. Moreau Defarges résume en trois points(9).

- Une **Communauté stable**. L'histoire vécue sous la République de Weimar a laissé des traces. La monnaie apparait comme la clé de l'équilibre et de la préservation d'un Etat de droit. L'important, c'est l'ordre et la discipline dans ces domaines. Selon la Bundesbank, "La base de l'Union monétaire doit être une Union économique, avec une zone économique commune, sans frontières intérieures, qui est aussi ouverte que possible également vers l'extérieur, ainsi qu'une convergence adéquate et durable de la politique de stabilité parmi les Etats-membres". Alors que la France privilégie la signification politique de l'Union monétaire, l'Allemagne insiste sur les contraintes de l'Union: en faire partie se mérite et requiert des Etats un comportement sérieux.

- Une **Communauté démocratique**. Là aussi, la problématique allemande est liée à son passé et à ses structures internes. Par "démocratie", l'Allemagne entend d'abord une Communauté de droit, objectif pleinement atteint. Mais contrairement à la France, pour qui le cadre de la démocratie reste et doit rester national, l'Allemagne a toujours souhaité un Parlement européen doté de pouvoirs importants. Depuis une quarantaine d'années, l'intégration communautaire donne à l'identité allemande son équilibre; d'où, en premier lieu chez le chancelier Kohl, le sentiment que le renforcement des institutions supranationales contribuera à maintenir cet équilibre particulièrement indispensable avec la réunification.

- Une **Communauté ouverte**. Entre la France, qui met l'accent sur la nécessité d'une Europe s'affirmant face à (donc contre l'extérieur), et la Grande Bretagne, qui ne conçoit l'Europe unie qu'imbriquée dans l'espace atlantique, l'Allemagne occupe une position intermédiaire. Seconde puissance commerciale du monde, elle veut une Communauté économiquement ouverte. D'où son attitude dans l'affaire des importations d'automobiles japonaises, et sa volonté de compromis, les automobiles

allemandes étant les seules voitures européennes ayant réussi une percée sur le marché nippon. Dans le domaine politico-militaire, l'Allemagne fédérale est toujours demeurée convaincue que sa sécurité reposait sur le bouclier américain. Le traité de Maastricht ne contrevient nullement à cettte idée, dans la mesure où il déclare que "la politique de l'Union n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres, elle respecte les obligations découlant pour certains Etats membres du traité de l'Atlantique nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre".

On pourrait aussi souligner l'insistance de l'Allemagne sur la place des régions au sein de la Communauté. Le partage des responsabilités entre Etat fédéral et Länder, l'affirmation des régionalismes au sein de l'Allemagne, autant d'éléments qui font que Bonn a toujours mis l'accent sur le rôle que les régions pourraient jouer au sein de l'Europe. A Maastricht, l'Allemagne a obtenu, qu'à coté du Comité économique et social, soit mis en place un Comité des Régions composé de représentants des collectivités régionales et locales; il n'a, bien sûr, qu'un caractère consultatif.

Au lendemain de Maastricht, le **débat** se développe en Allemagne **entre pessimistes et optimistes**. Ce débat divise les partis comme le SPD et la CDU-CSU. La presse populaire souligne surtout que la future Banque centrale européenne privera de ses pouvoirs la Bundesbank. Or pour de nombreux Allemands, seule une banque centrale allemande peut combattre ce mal absolu qu'est l'inflation. De plus, le mark est synonyme de stabilité, croissance économique et société de consommation. "Le mark est allemand et pour certains c'est l'Allemagne". Le supprimer reviendrait à briser le modèle allemand auquel ils sont fermement attachés. Les plus inquiets voient déjà l'Allemagne "victime", sacrifiée sur l'autel de l'Europe. Fin 1991, une violente campagne de presse a mis essentiellement en avant les inconvénients et les risques de l'Europe en construction. "Comme les Anglais ont raison" soulignaient certains. Les dirigeants étaient accusés d'inconscience, de naïveté, parfois de malhonnêté. Ne voulaient-ils pas détourner les Allemands des problèmes de l'unification par une fuite en avant vers l'Europe? On reprochait au Chancelier de ne pas avoir obtenu en contrepartie des "abandons allemands", dans le domaine monétaire, une avancée conséquente dans la voie du fédéralisme européen, avec un Parlement qui verrait ses pouvoirs véritablement renforcés. L'ancien ministre SPD de l'économie Karl Schiller, sorte d'Antoine Pinay à l'Allemande, s'opposait, en décembre, violemment à Maastricht, craignant le transfert de richesses d'Allemagne vers le Portugal, l'Espagne, l'Irlande ou la Grèce, alors que la priorité doit être donnée, en matière de transferts, non seulement aux nouveaux Länder, mais aussi aux ex-pays communistes.

Début mars, Oskar Lafontaine recommandait au SPD de ne pas ratifier les accords de Maastricht: "une union économique et monétaire, dans laquelle une banque centrale unique conduirait la politique monétaire, tandis que, dans les Etats seraient menées des politiques tarifaires, sociales et fiscales différentes, conduirait, selon lui, à la même situation catastrophique que celle qui a résulté de l'union monétaire inter-allemande prématurée".

Les défenseurs de l'Europe, et le chancelier Kohl en premier, manient au contraire d'autres arguments. L'Europe c'est l'avenir; l'Europe monétaire permettra l'unité économique. L'incertitude liée aux fluctations de change disparaitra enfin. Les Européens, à commencer par les Allemands, pourront, avec leurs écus, consommer plus facilement dans l'ensemble de la Communauté.

A travers ce débat, il apparait que pour un certain nombre d'Allemands, les solidarités occidentales se sont bel et bien relâchées. On voit poindre aussi l'idée que l'Allemagne, de par sa position, a un autre rôle à jouer en direction de l'Est et de l'Europe centrale.

L'EST DE L'EUROPE ET L'ALLEMAGNE.

Dès les années 1970, la RFA renoue avec l'Est, par la conclusion de traités: URSS, Pologne, Tchécoslovaquie. Cependant les nombreuses frictions apparues entre Bonn, d'un coté, Moscou, Varsovie et Prague, de l'autre, entre 1989 et 1991, manifestent la complexité de ces relations et la difficulté de parvenir à une réelle "coopération". Dans le même temps, les tentatives de rapprochement font ressurgir à l'Ouest un certain nombre de craintes.

L'URSS. L'article 3 du traité germano-soviétique, du 9 novembre 1990, stipule: "au cas où l'une des parties serait l'objet d'une agression, l'autre partie n'apporterait à l'agresseur aucune aide militaire". Cette clause de "neutralité" a soulevé des critiques, quant à sa compatibilité avec la doctrine militaire de l'OTAN. Certes Bonn refuse ces critiques; dans la mesure où l'OTAN n'a qu'un caractère "défensif", elle ne pourrait donc être "l'agresseur". Par ailleurs le traité conclu n'interdit nullement à l'Allemagne l'usage des armes, à des fins de défense. Pourtant l'accord avec l'URSS fait ressurgir de vieux spectres: Rappalo, en 1922, où l'Allemagne rompt, de façon unilatérale, la politique d'isolement décidée vis à vis de l'URSS; surtout, le pacte Molotov-Ribbentrop de 1939, prélude à la guerre mondiale.

Par la suite, les relations germano-soviétiques se concrétisent par la conclusion d'accords-cadres: financement allemand pour l'évacuation des troupes soviétiques de l'ex-RDA, assistance humanitaire et alimentaire visant à soutenir Gorbatchev, aide financière, en échange de l'acceptation de la réunification sans remise en cause de la participation à l'OTAN, coopération économique, scientifique et technique. A l'Ouest, certains se demandent si, de ce fait, l'Allemagne ne s'engage pas dans une politique visant à tenir la balance égale entre l'Est et l'Ouest.

Pourtant, selon Hans Stark (10), les motifs du soutien massif, apporté par l'Allemagne à l'URSS, ne semblent obéïr à aucune logique particulière. L'aide économique s'inspire davantage de la crainte de l'arrivée de millions de réfugiés soviétiques en Allemagne, fuyant l'écroulement économique de leur pays, que des intérêts intrinsèques des milieux économiques allemands. Ainsi, en dépit des apparences, le commerce allemand avec l'Union soviétique reste insignifiant: en 1990, moins de 2% des exportations allemandes. Les investissements des entreprises allemandes en URSS, freinées par l'incertitude juridique, quant à la propriété immobilière et au rapatriement des bénéfices, ne pèsent guère plus lourd. Quelques 35 millions de mark en 1990 (12% des investissements allemands à l'Est) Sur 3000 sociétés en "joint-venture", 10% seulement sont d'origine soviéto-allemandes, et bien peu ont commencé à produire, se limitant, pour la plupart à du "consulting".

Parmi les questions abordées avec le plus de facilité avec Gorbatchev, il y a la situation des minorités allemandes en URSS. Par le traité du 9 novembre 1990, l'Allemagne se voit reconnu le droit d'aider la minorité allemande dans la préservation de son identité. Au lendemain du putsch, l'Allemagne reconnait les pays Baltes et leur promet aide économique. La Lituanie va jusqu'à proposer aux Allemands désireux de se réinstaller, sur son territoire, la restitution des biens et terres allemands confisqués après la seconde guerre mondiale. Les solidarités germano-baltes alors affirmées ne sont pas sans susciter des critiques de la part de leurs voisins slaves, d'autant plus que la présence allemande le long de la Baltique se renforce, avec l'arrivée d'"Allemands de la Volga". On craint une sorte de "renaissance" de l'ancienne Prusse orientale.

LA POLOGNE. Les rapports avec la Pologne sont encore plus délicats, non seulement du fait de l'héritage historique, partages de la nation polonaise,

souffrances endurées lors de la seconde guerre mondiale, mais aussi en raison de la politique menée par les communistes polonais, justifiant l'alliance avec l'URSS par la menace germanique. Les tergiversations du chancelier Kohl, quant à la reconnaissance officielle, des frontières actuelles et à leur intangibilité n'ont pas favorisé le rapprochement.

Le traité signé le 14 novembre 1990 garantit aux Polonais des frontières sûres, l'Allemagne renonçant définitivement aux terres perdues. En juin 1991 est conclu le traité d'amitié et de coopération germano-polonais, qui règle la coopération économique et financière, et soutient la démarche polonaise entreprise pour entrer dans la CEE. Mentionnant, pour la première fois, l'existence d'une minorité allemande en Pologne, le traité demeure pourtant en deçà des exigences formulées par les expatriés de Silésie. Seul un échange de lettres, accompagnant le traité, fait allusion aux droits culturels et linguistiques des deux minorités - allemande en Pologne, polonaise en Allemagne. Outre un office de la jeunesse germano-polonais, sont créés, un conseil mixte pour la protection de l'environnement et une commission transfrontalière pour le développement régional.

Pourtant chez les Polonais l'amertume demeure. Le 16 octobre 1991, le Bundestag donne enfin son aval à la création d'une fondation de réconciliation germano-polonaise, appelée à verser, sur une période de trois ans, 500 millions de marks aux victimes polonaises du nazisme. La presse polonaise qualifie cette initiative d'insuffisante et d'humiliante. Les rapports entre Allemands et Polonais sont donc loin d'être au beau fixe. En Allemagne, les "Silésiens", chassés de leurs terres, au lendemain de la défaite allemande, et appuyés aujourd'hui par la CSU bavaroise, continuent à ralentir le processus de réconciliation. Dans l'ex-RDA, il faut aussi souligner le développement, parmi la jeunesse de sentiments anti-polonais de la pire espèce.

LA TCHECOSLOVAQUIE. Avec la Tchécoslovaquie, les négociations ont aussi tardé. Ce n'est qu'en octobre 1991 qu'est conclu un traité d'amitié et de coopération. Le gouvernement allemand craignait, en effet, que des demandes d'indemnisation, pour les préjudices subis pendant la seconde guerre mondiale, puissent lui être présentées. Il redoutait aussi les exigences des associations allemandes regroupant la population sudète expulsée en 1945 de Bohême du nord et Moravie (2,5 à 3 millions de personnes). Devenue terre d'asile de ces populations la Bavière s'arroge depuis un droit de regard sur les intérêts de cette minorité, qu'elle soutient activement; c'est pour la CSU un enjeu électoral de première importance. Du côté de la Tchécoslovaquie, on n'est pas prêt non plus d'oublier les horreurs de sept années d'occupation.

C'est, en partie, pour tirer un trait sur cette période que Vaclav Havel a choisi Munich comme destination de son premier voyage à l'étranger, dès janvier 1990. Pourtant les Bavarois ne s'étaient pas montrés sous leur meilleur jour: dès le 13 décembre 1989, le ministre-président de Bavière se croyait obligé de demander au gouvernement de Prague d'exprimer ses "regrets" pour l'expulsion des "Sudètes", sans que soit faite aucune allusion aux drames vécus par la population tchécoslovaque sous l'occupation allemande. La hauteur de vues d'un Vaclav Havel présentant ses "excuses",est loin cependant d'avoir réglé les problèmes.

Le traité d'amitié que le chancelier Kohl est venu parapher à Prague, le 27 février 1992, ne supprime pas le contentieux entre les deux pays. Les descendants des Sudètes expulsés continuent à demander la récupération de leurs anciennes propriétés, arguant du fait que les Tchécoslovaques sont autorisés à recouvrer les biens spoliés par le parti communiste. Pour prendre en compte les intérêts de ces Sudètes, Bonn a refusé de reconnaitre la nullité des accords de Munich de 1938 qui avaient permis à Hitler d'envahir la Tchécoslovaquie. Ceux-ci continuent d'être valables aux yeux des dirigeants allemands, dans la mesure où ils permettent de

reconnaitre juridiquement la nationalité allemande aux descendants de la minorité des Sudètes.

Lors de la visite à Prague du chancelier Kohl, les manifestants exprimaient leur refus de toute concession en matière d'indemnisation et dénonçaient en même temps la nouvelle "hégémonie" allemande, économique, sur le pays. A Prague, certains partis d'opposition ont fait savoir qu'ils s'opposeraient à la ratification du traité. Premier partenaire commercial de la Tchécoslovaquie, l'Allemagne aimerait bien que cette affaire des Sudètes cesse de faire des vagues, mais les Bavarois ne l'entendent pas de cette oreille.

LE CONFLIT YOUGOSLAVE. Peut-on taxer l'Allemagne d'avoir un grand dessein paneuropéen, lorsqu'on la voit, très tôt, intervenir dans le conflit yougoslave? En réalité cette politique n'apparait pas inspirée par une vision d'ensemble, mais semble plutôt le fruit de réactions. Le ministre des affaires étrangères, Genscher se fait le porte- parole des émotions allemandes. "Pour beaucoup d'Allemands(...)les Croates épousent les valeurs occidentales, les Serbes sont communistes et à peine européens". En outre l'Allemagne héberge 700.000 Yougoslaves, dont les quatre cinquièmes sont croates. Sa crainte d'un désordre européen, dont elle serait la première victime, du fait de sa position géographique, les réfugiés affluant dans ses grandes villes, explique pour une part ses réactions. Ajoutons à cela que l'Allemagne s'est réunifiée grâce au droit à l'autodétermination. Au nom de quoi le refuser aux Croates et aux Slovènes?

La proclamation de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, le 25 juin 1991, puis l'annonce par l'Allemagne et l'Autriche de la possibilité d'une reconnaissance unilatérale, ont fait naitre des craintes, non seulement en Serbie, où l'on a vu refleurir les sentiments antigermaniques, mais aussi chez ses partenaires de la Communauté. L'Allemagne reprendrait-elle à son compte la tradition autrichienne d'un espace balkanique et danubien ?

Pourtant, quand on examine l'histoire, on constate que pour Bismark, les Balkans ne méritent pas la mort d'un seul grenadier prussien. Au cours du XXème siècle, l'Allemagne s'est, en réalité fait piéger deux fois, dans les Balkans. En 1914, lorsque, soutenant l'Autriche-Hongrie, elle se laisse prendre dans l'engrenage conduisant à la première guerre mondiale; au printemps 1941, Hitler,volant au secours de l'Italie fasciste enlisée en Grèce, est à son tour prisonnier de la Yougoslavie. Ces faits ne peuvent que rappeler à l'Allemagne d'aujourd'hui l'imbroglio que constituent les Balkans.

D'ailleurs, dans ce conflit yougoslave, l'Allemagne, si elle continue à faire pression en faveur de la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, prend rapidement conscience du danger de faire cavalier seul. Au sein de la Communauté, elle se soumet à la discipline de la coopération politique. Mais l'on ne peut manquer de souligner l'ambiguité de sa position. Peut-elle être favorable à une intervention européenne en Yougoslavie, alors que l'esprit de la Loi fondamentale lui interdit d'envoyer des troupes à l'étranger? On a bien vu les problèmes posés de ce fait lors de la guerre du Golfe.

L'ALLEMAGNE ET LE MONDE.

Le rayonnement de la culture allemande – l'une des plus fécondes d'Europe – a été obscurci, pour des décennies, par le nazisme, puis par une forme de refoulement collectif après la défaite. A partir d'une Allemagne silencieuse et occupée, on a assisté à la renaissance d'une puissance mondiale, mais dans le seul domaine économique.

PUISSANCE ECONOMIQUE. Puissance dont la monnaie peut rivaliser avec celle des "grands": 240 milliards de DM sont détenus par les banques centrales du monde entier, soit 20% des réserves mondiales et plus du tiers des réserves en dollars. Qu'importe si, en Allemagne, des intellectuels s'insurgent contre le "nationalisme du mark", qui aurait tendance, selon J.Habermas, " à se regarder libidineusement le nombril"; la réalité, c'est que l'Allemagne dispose du privilège des grandes puissances: elle peut libeller la plus grosse part de son commerce dans sa propre monnaie: 80% à l'exportation, 60% à l'importation. Même si sa balance connait momentanément quelques problèmes, l'on ne peut pas dire que sa puissance soit entamée, et la charge que constitue, pour un certain nombre d'années les Länder de l'Est, peut constituer dans l'avenir un atout. La puissance commerciale allemande va bien au delà des frontières de la CEE; elle est le principal fournisseur de tous les pays européens, de l'Atlantique à l'Oural, à l'exception de trois pays excentrés (Norvège, Irlande, Portugal).

L'économie allemande, où l'industrie représente 40% du PIB, n'a renoncé à se battre sur aucun des grands secteurs industriels jugés "mûrs": la métallurgie, la mécanique, la machine-outil, la chimie, l'automobile. Elle occupe, dans chacun d'eux, la première ou l'une des premières places dans le monde. Plus surprenant, suite à un gros effort de modernisation, l'Allemagne est devenue premier exportateur mondial de textile, devant l'Italie et la Chine.

Pour l'électronique et l'électrotechnique, elle se classe au troisième rang des exportateurs, derrière le Japon et les Etats Unis. On a tendance à minimiser ses performances dans les "industries de pointe", alors qu'elle a su introduire dans ses industries traditionnelles des éléments à la pointe de la technologie. Ainsi, menacée par les Japonais, dans le secteur-clé de la machine-outil, la RFA a su, grâce à un remarquable effort technologique, défendre son leadership. A souligner, à ce sujet, que l'Allemagne consacre 2,9% de son PIB à la recherche-développement (un demi point de plus que la France), avec une efficacité opérationnelle maximale.

NAIN POLITIQUE. Ce géant économique, demeure, jusqu'en septembre 1990, un nain politique. En 1952, le statut d'occupation est levé en Allemagne de l'Ouest; en 1954 les accords de Paris établissent le statut de stationnement des troupes étrangères en RFA et son entrée dans l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et dans l'OTAN, sous réserve de sa renonciation à la possession des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques (NBC). Les trois puissances occidentales n'en conservent pas moins "leurs droits et leurs responsabilités concernant Berlin et l'Allemagne dans son entier, y compris pour la réunification de l'Allemagne et le règlement d'un traité de paix". La fixation définitive des frontières de l'Allemagne ne doit intervenir qu'après que cet objectif ait été atteint. En conséquence, Washington, Londres et Paris confirment cette situation juridique, chaque fois que la RFA conclut un traité avec un pays de l'Europe de l'Est.

De son côté, la RDA voit sa "souveraineté" reconnue par l'URSS en 1954 et la dissolution du haut commissariat soviétique en 1955. L'intégration militaire, politique,et économique, dans le bloc soviétique, constitue le pendant de l'intégration occidentale de la RFA.

Il faut attendre le 13 février 1990 pour qu'on commence à envisager les modalités visant à donner à l'Allemagne réunifiée sa pleine souveraineté. Les quatre puissances (Etats Unis, France, Grande Bretagne et URSS) et les deux Etats allemands conviennent, à Ottawa, de lancer une conférence dite à "4+2" pour règler les questions externes de l'unification allemande et parvenir à un traité international portant sur l'Allemagne. L'accélération de l'unification a constamment pesé sur les travaux de la conférence. Elle a contraint les soviétiques à revoir leur stratégie et à accepter la pleine souveraineté de l'Allemagne, dès son unification.

TRAITE DU 12 SEPTEMBRE 1990. Il contient les dispositions principales suivantes: levée des droits et responsabilités des quatre puissances et suppression du statut de Berlin; affirmation du caractère définitif des frontières de l'Allemagne; confirmation de la renonciation par l'Allemagne unie à la fabrication, à la possession et au contrôle des armes NBC; engagement allemand de réduire, dans un délai de trois à quatre ans, le niveau des effectifs des forces armées à 370.000 hommes (soit un tiers de réduction, par rapport au niveau actuel); retrait des forces soviétiques d'ici 1994; jusqu'à l'achèvement de ce retrait, stationnement dans l'ex-RDA des seules unités allemandes de défense territoriale, non intégrées aux structures de l'OTAN.

Redevenue souveraine, l'Allemagne doit redéfinir sa politique de défense. Pendant 40 ans, l'armée allemande, la Bundeswehr, a été preque totalement intégrée dans la structure de l'Alliance atlantique, avec comme seule éventualité la défense contre une attaque du pacte de Varsovie. A partir de septembre 1990, la Bundeswehr doit s'adapter à une situation radicalement nouvelle. Il s'agir d'exécuter trois tâches principales: répondre à une crise sur les frontières de l'Allemagne, aussi longtemps que nécessaire, sous commandement national; aider au renforcement des flancs de l'OTAN, en Norvège, et surtout en Turquie; prendre part éventuellement à des opérations internationales.

LA CRISE DU GOLFE. Elle révèle la difficulté de l'Allemagne à intervenir dans cette dernière éventualité, à jouer le rôle politique d'une "puissance moyenne" comme la France ou la Grande Bretagne. On peut expliquer, en partie", la position allemande par la volonté de maintenir une "politique d'équilibre" au Moyen Orient. La RFA a hérité d'une "amitié" arabe qui remonte à l'empereur Guillaume II. En 1952, tenant compte de ses obligations morales à l'égard de Jérusalem, en raison de l'Holocauste, Bonn fait d'Israël un maillon essentiel de son développement politique au Moyen Orient, s'efforçant ainsi de réaliser une "politique d'équilibre". Elle va maintenir celle-ci tout en prenant progressivement la place des ex-puissances mandataires, France et Grande Bretagne, déconsidérées par l'opération de Suez, et en devenant la première puissance commerciale européenne dans la région.

Lors de la première crise du Golfe, consécutive à la guerre Irak-Iran, qui provoque l'envoi de forces navales des puissances membres de l'OTAN dans le Golfe arabo-persique, afin d'y protéger la navigation des supertankers, la RFA ne se montre guère décidée à participer aux opérations de protection. Suite aux critiques américaines, elle accepte finalement d'envoyer quatre bâtiments en Méditerranée et non dans le Golfe. Elle n'entend pas compliquer ses relations avec l'Iran qui, contrairement à celles des autres puisssances, demeurent relativement bonnes; elle reste le principal partenaire occidental de ce pays, dans le domaine commercial, tout en se maintenant au second rang des fournisseurs occidentaux de l'Irak, derrière les Etats Unis. Des firmes allemandes sont les principaux fournisseurs de gaz chimiques et exportent aussi leur technologie et leur savoir-faire dans le domaine des armes balistiques et nucléaires.

Mais l'attitude allemande s'explique aussi par d'autres raisons. La guerre du Golfe a ranimé le mouvement pacifiste et écologique des années de lutte contre l'implantation des Pershing en RFA. Les pacifistes allemands, qui se recrutent aussi à l'Est, prédisent un nouveau Vietnam, aux conséquences écologiques et

géopolitiques incommensurables. Cette renaissance va de pair avec un regain d'anti-américanisme, et même d'antisionisme. Le mouvement soutient les soldats allemands qui refusent d'aller en Turquie pour renforcer les troupes de l'OTAN; il accueille les réfractaires américains. Durant quelques jours, la question de "l'objection de conscience", dans de telles circonstances, est un thème de discussion dans tout le pays. On voit même une délégation des "Verts", qui s'est rendue en Israël, mettre tout le conflit sur le compte des sionistes et protester contre la livraison de missiles patriotes à ce pays. L'antisionisme est particulièrement développé dans l'ex-RDA.

L'attitude du gouvernement allemand, des grands partis politiques et de l'opinion publique confirme certaines craintes,suscitées à l'étranger en ce qui concerne les conséquences de l'unification. Il apparait que les solidarités occidentales (américaine, française, européenne) se sont relâchées. La classe politique allemande ménage une opinion, en majorité hostile à l'intervention. Elle se retranche derrière l'esprit de la Loi fondamentale, empêchant d'envoyer des troupes à l'étranger. Toutefois, il ne saurait être question de rompre les alliances traditionnelles. le gouvernement accepte d'assumer une partie du coût financier des opérations, fournit du matériel militaire, aide directement et indirectement des pays engagés dans le conflit, notamment en envoyant 17 navires en Méditerranée pour accomplir des missions de l'OTAN.

Les problèmes constitutionnels, soulevés par cet engagement timide aux cotés des puissances occidentales, montre que l'Allemagne réunifiée et souveraine a besoin d'une nouvelle Constitution, mieux adaptée aux responsabilités internationales que se doit d'assumer une puissance de ce niveau.

Au terme de cette analyse, contentons-nous de souligner quelques points. L'Allemagne est-elle cette nation sûre d'elle-même, que certains se plaisent à décrire, en soulignant les tentations que peuvent faire surgir le surcroît de puissance résultant de la réunification: 80 millions d'habitants, une situation géopolitique favorable, le tout appuyé sur un fort potentiel économique.

Certes, même avec les charges que fait peser la nécessité d'une aide massive aux Länder de l'Est, la puissance économique n'apparait guère entamée. Une fois surmontées les difficultés actuelles, l'apport de l'Est, peut, à l'horizon 2000, renforcer le potentiel économique. Pourtant, les Allemands sont inquiets. Ils craignent que se développe l'inflation et leurs inquiétudes sont renforcées par la perspective de l'unification monétaire européenne, avec l'effacement du mark derrière l'écu. C'est un élément qui peut rendre plus difficile la ratification des accords de Maastricht. D'autant plus que selon l'analyse de Peter Glotz, député SPD, l'opposition à l'intégration européenne se durcit. "A droite émerge une philosophie de l'autodétermination, de la liberté et de l'Etat-nation" qui refuse les systèmes supra-nationaux de sécurité collective et d'économie commune. A gauche, "un courant de fonds d'idéalisme pan européen et d'humanisme naïf" va, sans le vouloir, dans le même sens.

Une fois passée l'euphorie de la réunification, l'Allemagne, à la recherche d'une identité, prend conscience des problèmes posés. Le développement massif du chômage à l'Est, l'écart de niveau de vie entre les deux parties de l'Allemagne réunifiée, la nécessité pour les habitants de l'ex-RFA de financer les importants transferts publics, le heurt de mentalités différentes qui durant 40 ans se sont opposées de part et d'autre du rideau de fer; autant d'éléments qui ne facilitent pas la compréhension réciproque et la constitution d'une identité commune.

Vis à vis de ses voisins de l'Est, l'Allemagne réunifiée doit, d'une certaine façon, assumer l'héritage légué par le Reich hitlérien; on le voit bien à travers les difficultés rencontrées notamment avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. Si cela n'entrave guère le développement des échanges économiques, en revanche l'émergence d'un grand projet politique, que certains prêtent aux Allemands, parait pour le moins compromis. D'autant plus que l'éclatement de l'URSS et le développement des nationalismes, posent finalement, aux Allemands, des problèmes qui viennent s'ajouter à ceux résultant de la réunification.

Nombre d'observateurs s'interrogent sur ce que veut l'Allemagne. Elle essaie de s'adapter à sa souveraineté nouvelle et aux attentes et craintes de ses alliés, sans s'être complètement débarrassée de l'héritage du passé et de ses blocages psychologiques. Elle veut la réaffirmation de l'engagement stratégique américain (approche commune Washington-Bonn sur l'ordre et la sécurité en Europe) mais a des doutes quant au prix à payer pour maintenir cet engagement. Elle veut maintenir ses relations spéciales avec la France, fondement essentiel d'une Europe intégrée, mais elle n'est pas prête à heurter les sensibilités américaines en souscrivant à des structures militaires pouvant être perçues comme affaiblissant l'OTAN. Elle entend renforcer l'union politique au sein de la Communauté, mais veut d'autre part l'ouvrir largement vers l'Est, sans se poser la question, comment combiner l'élargissement et le développement de la cohésion politique.

Par ailleurs, elle a de la difficulté à passer de la situation d'un Etat mineur et protégé, à un Etat, pleinement souverain, puissant économiquement et assumant les responsabilités politiques qui découlent normalement de cette puissance. Certains rêvent d'une Allemagne à l'image de la Suisse, qui resterait à l'écart des conflits politiques qui ne la concernent pas directement. Mais l'Allemagne unie ne peut se contenter d'être une grande Suisse; peut-elle ne pas débattre des responsabilités qu'elle doit assumer à l'échelle internationale?

(1). A.M.LE GLOANNEC: "L'Allemagne: reconstruction d'une nation". Revue "Pouvoirs", 1991, n°57.

(2) "L'idéologie allemande, France-Allemagne et retour" Gallimard, 1991, 312 p.

(3) D.SCHNAPPER: "La France de l'intégration, sociologie de la nation en 1990". Gallimard 1991, p 61.

(4).A.M.LE GLOANNEC: "La nation orpheline. Les Allemagnes en Europe" Calmann-Lévy , 1989, 308 p.

(5).R.LASSERRE. "L'unification économique de l'Allemagne, premier bilan" in "Politique étrangère" déc 1991.

(6) E.CHANEY et Al: "L'unification allemande, un an après".in "Economie et statistique" septembre-octobre 1991.

(7) S.KRAUSE. "Ne sors pas seul dans la rue; la situation des salariés étrangers en RDA" in "Documents" n°4, 1990.

(8) P.GLOTZ: "Le paysage politique de l'Allemagne réunifiée", in "Politique étrangère" déc. 1991.

(9).Ph.MOREAU DEFARGES "L'Allemagne et l'avenir de l'unification européenne" in "Politique étrangère", déc 1991.

(10) H.STARK "L'Est de l'Europe et l'Allemagne: des rapports complexes"; in "Politique étrangère" déc 1991.